

Patrick DUNCAN – Président de la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB)



Docteur en écologie, il entre au CNRS en 1990 et est Emérite depuis sa retraite en février 2013. Il a dirigé le laboratoire du CNRS à Chizé de 1999 à 2006 et a été Chargé de mission pour la biodiversité au Ministère de la recherche de 2007 à 2010, quand il a été impliqué dans les négociations menant à la décision de l'Assemblée générale de l'ONU pour la création de l'IPBES. Il a participé à la création de la FRB en 2008 et en est le président depuis 2011. Entre 2010 et 2011, il a été Chargé de mission au CNRS INEE pour développer une Très Grande Infrastructure de Recherche pour intégrer les outils d'observation de la dynamique de la biodiversité : le projet «Ecoscope», piloté par la FRB, a été validé en 2011.

L'IPBES, instrument international de gestion de la biodiversité

L'impact des humains sur la planète entraîne des conséquences profondes sur la dynamique de la vie. Qu'on le veuille ou non, nous sommes devenus jardiniers de la nature, ce qui impose des responsabilités et ouvre des possibilités énormes de créativité. Puisqu'on gère bien ce qu'on connaît bien, un enjeu majeur est de fournir les meilleures connaissances aux décideurs : IPBES, la Plateforme Intergouvernementale pour la Biodiversité et les Services Ecosystémiques, a été créée pour cela, à l'échelle mondiale. L'idée étant aussi valable aux autres échelles politiques, une plateforme « miroir » à l'échelle nationale est en cours de création, animée par la FRB. Des structures analogues existent aux échelles plus fines jusqu'à l'échelle locale ; leur fonctionnement pourrait s'inspirer de l'approche IPBES.

Catherine BASTIEN-VENTURA – Ingénieure de recherche au CNRS



Après avoir été conseillère en environnement de 1993 à 1997, elle a été chef de projet pour deux programmes de recherche (l'un en écotoxicologie, l'autre sur la réduction des risques liés aux pesticides) au Ministère de l'Écologie et du Développement Durable. Chercheuse au CNRS depuis 2006, d'abord à l'INEE, elle est depuis 2011 directrice du programme SEED (Sino-FrEnch program for Environment and Sustainable Development), dont le but est de fédérer la coopération franco-chinoise pour l'environnement et le développement durable, au sein de la DERC (Direction Europe de la recherche et coopération internationale) du CNRS.

Quelle stratégie de conservation de la nature en Chine ?

La Chine a été l'un des premiers pays à signer la Convention sur la Diversité Biologique. Depuis 1992 quelle est sa stratégie de conservation de la biodiversité et quels sont ses plans d'actions ? Quels sont les acteurs de cette stratégie ? Comment la biodiversité et sa conservation sont-elles prises en compte dans les travaux d'aménagement du territoire ? Comment sont appréhendés les services éco-systémiques en Chine ? Dans un pays en grande transformation les réponses sont multiples et contrastées.

Véronique DHAM – Co-fondatrice et présidente de Gondwana Biodiversity Development



Après une carrière de journaliste économique et plusieurs missions de conservation de la biodiversité en Afrique du Sud, elle a créé en 2005 Gondwana Biodiversity Development, première société française de conseil en stratégie spécialisée dans la biodiversité. Son rôle est d'aider les entreprises et les collectivités territoriales à intégrer la protection de la biodiversité dans leurs activités et de les accompagner dans la définition de leur politique biodiversité et la mise en œuvre d'actions. Gondwana a été désigné lauréat en 2012 par le Ministère de l'Écologie du premier appel à reconnaissance des engagements volontaires en faveur de la SNB pour l'intégration de la biodiversité dans un patrimoine immobilier.

De la Stratégie Nationale pour la Biodiversité aux schémas régionaux de cohérence écologique

Longtemps réservée au domaine de l'Etat, la préservation de la biodiversité se décentralise à grande vitesse. La loi Grenelle 1 a posé le principe de l'élaboration de stratégies de biodiversité régionales et locales et la loi Grenelle 2 celui de l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) et de mise en œuvre au niveau local de la trame verte et bleue (TVB). Face à ces nouvelles responsabilités, les collectivités territoriales s'organisent et se professionnalisent. Panorama des principaux outils et démarches.

Philippe JACOB – Responsable de l'Observatoire parisien de la biodiversité



Directeur de l'Agence d'Ecologie Urbaine – Direction des Espaces Verts et de l'Environnement de la Mairie de PARIS - 103 Avenue de France - Paris 13°

Comment la Ville de Paris gère-t-elle sa biodiversité ?

Depuis 2001, la Ville de Paris est engagée en faveur de la protection de l'environnement et notamment de la biodiversité. Mettant en avant cette politique au travers de plans stratégiques transversaux, elle s'est ainsi engagée en 2010-2011 dans la réalisation d'un plan de préservation et de renforcement de la biodiversité à Paris. Le Plan Biodiversité a été voté au Conseil de Paris le 15 novembre 2011. Sa vocation profonde est de concevoir autrement la ville, de faire de la biodiversité un axe structurant de l'action municipale en vue d'améliorer son empreinte écologique. Cette adaptation est un processus long qui nécessitera, tant la problématique de la biodiversité et de la nature en ville est transversale, une modification profonde des pratiques de l'ensemble des acteurs, en premier lieu municipaux, avec à la clé une évolution de nos représentations culturelles et esthétiques.

Magalie FRANCHOMME - Maître de conférences à l'Université de Lille 1



Docteure en Géographie et Aménagement en 2008, elle est Maître de conférences en Géographie, depuis 2009 à l'Université Lille 1 UFR de Géographie et aménagement, et est rattachée au Laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société. Elle est également secrétaire du Groupe d'histoire des zones humides depuis 2010, membre du GIS Biodiversité et du Conseil scientifique et l'Observatoire régional de la biodiversité Nord-Pas-de-Calais, depuis février 2010.

Retour d'expérience d'une région pionnière, le Nord-Pas-de-Calais

À l'automne 2012, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique-Trame Verte et Bleue du Nord-Pas-de-Calais est entré en phase de consultation, les premiers résultats étaient attendus en mars 2013. Elle est la région la plus avancée par rapport au dispositif national, puisque la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 annonçait comme objectif « la constitution, d'ici à 2012, d'une trame verte et bleue, outil d'aménagement du territoire qui permettra de créer des continuités territoriales ». Cette présentation se propose de faire un retour d'expérience de la TVB en Nord-Pas-de-Calais.

Valérie DAVID – Directrice d'EIFFAGE développement durable



Diplômée de l'Université de Sarrebruck et de l'Université de Lille III, elle a commencé sa carrière au sein des institutions européennes et de la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne (bureau de la DATAR) à Bruxelles. Directeur des affaires européennes et internationales de la Région Champagne-Ardenne de 1994 à 1999, elle rejoint ensuite le Groupe Caisse d'Épargne puis devient en 2002 chef de projet développement durable à la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne. En 2004, elle rejoint le Crédit foncier de France et a pris en décembre 2007 les fonctions de directeur du développement durable du Groupe EIFFAGE et est à ce titre directement rattachée au Directeur général Pierre Berger.

Quelle stratégie d'entreprise pour s'adapter à l'évolution des politiques publiques et des territoires en matière de biodiversité ?

Les activités d'Eiffage en tant qu'entreprise de construction et de travaux publics, ses implantations et ses milliers de chantiers annuels, impactent la biodiversité sur le terrain. Conscient de ces enjeux, mais aussi de ceux liés à l'évolution de la réglementation, au prélèvement des ressources minérales et fossiles et à la consommation d'espaces, le groupe Eiffage s'est investi dans le développement de compétences et de méthodes relatives à la prévention et à la maîtrise du risque d'atteinte à la biodiversité, qui se traduit en un triple risque : risque opérationnel, risque financier et risque d'image. V.DAVID retracera le parcours de la démarche biodiversité du Groupe, conçue comme une conduite du changement dans l'exercice des métiers du BTP, en se basant sur des retours d'expérience concrets : depuis le chantier de l'autoroute A 65 (Pau-Langon), démarré juste après le Grenelle de l'environnement, jusqu'aux évolutions du chantier de la LGV Bretagne-Pays de Loire, emblématique à la fois de l'application de la doctrine ERC (éviter, réduire compenser) et de la réflexion sur la contribution à la restauration des services écosystémiques.

Richard RAYMOND - Chargé de recherche au CNRS



Richard RAYMOND est chercheur au CNRS. Il travaille sur les processus cognitifs et la construction des arguments qui sous-tendent les modes de gouvernance territoriale de la biodiversité. Il interroge en particulier le rôle de l'expérience située (l'expérience de terrain) dans la construction des représentations de la nature et du vivant. Membre de plusieurs conseils scientifiques d'instances engagées dans la connaissance et la gestion du vivant, il participe à la construction des conditions d'une recherche interdisciplinaire et de liens entre la recherche scientifique et l'action.

Laurent SIMON - Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Co-directeur du Master BIOTERRE, il a été directeur de l'UFR de Géographie de l'Université de Paris 1 et est aujourd'hui membre du conseil scientifique et directeur adjoint de l'Ecole Doctorale de Géographie de Paris. Il est responsable de l'axe « Biodiversité et territoires » au sein du Collège International des Sciences du Territoires (CIST). Il participe à plusieurs programmes de recherches sur la biodiversité en ville et est l'auteur d'une vingtaine de publications sur les questions de biodiversité depuis 2010.



L'Atlas départemental de la biodiversité : entre innovation scientifique et outil de gestion territoriale

La communication présentée par Richard Raymond et Laurent Simon traite des recherches menées sur la prise en charge de la biodiversité ordinaire au sein de territoires urbanisés (Paris, Ile-de-France). La biodiversité ordinaire, du fait de sa complexité, des multiples acteurs qu'elle implique, de la diversité des espaces qu'elle recouvre impose de penser la gestion dans un cadre participatif innovant. Les travaux menés à Paris et en Seine-et-Marne illustrent une approche des relations biodiversité-société orientée sur les perceptions, les attentes et les besoins des habitants. Une telle démarche impose d'innover aussi bien dans le domaine des pratiques scientifiques que dans l'approche concrète des modes de gestion de la biodiversité et des espaces considérés.

Bettina MAECK - Chargée de projet BioRégions



Après avoir étudié les sciences de l'environnement à l'académie Fraunhofer (Allemagne), elle conduit divers projets dont celui du projet européen « BioRegions » pour la région cible française, le Trièves. Ce projet territorial repose sur la création d'un pôle bois R&D en coopération avec des instituts scientifiques internationaux et sur la réorganisation de la gestion forestière en vue de mobiliser et de valoriser les résidus de la coupe en bois-énergie (ONF, CRPF, LEADER).



Le Trièves, une Biorégion européenne

Le projet Bioregions et ses visites de « best practice » dans des régions européennes modèles en Allemagne et en Suède ont fortement inspiré la création du plan d'action du Trièves dans l'utilisation de la biomasse. Grâce à une coopération étroite entre élus et acteurs locaux, ces actions sont en train de se mettre en œuvre. Les actions de la filière bois du projet européen BioRegions trouveront une continuité dans une nouvelle Charte Forestière prévue pour 2014.

Romain JULLIARD - Professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle



Au MNHN depuis 1999, d'abord comme Maître de conférences puis aujourd'hui comme Professeur, sa carrière s'oriente vers la biologie de la conservation, une discipline qui s'intéresse au fonctionnement de la biodiversité en interaction avec la société et tente d'apporter un éclairage scientifique sur l'impact de l'homme sur la nature. Il pilote aujourd'hui le projet Vigie Nature du Muséum, un observatoire participatif de l'état de la biodiversité en France. Ses recherches portent plus précisément sur la macro-écologie des communautés dans le contexte de changements globaux et sur le développement d'indicateurs de biodiversité.



Sciences participatives : nouveaux outils scientifiques

La conservation de la biodiversité peut se décliner en deux objectifs de recherche : améliorer les connaissances sur les relations entre la dynamique de la biodiversité et des activités humaines ; améliorer l'appropriation de ces enjeux par une majorité de citoyens. Les sciences participatives, définies comme la participation de citoyens volontaires dans des projets de recherche adaptés et qui ne pourraient se faire sans eux, contribuent à ces deux objectifs. Le MNHN a une certaine expérience en la matière : l'Observatoire des Papillons des Jardins, en place depuis 2006 en partenariat avec l'association Noé Conservation, le Suivi Photographique des Insectes pollinisateurs (SPIPOLL) lancé en 2010 et le projet Sauvages de ma Rue lancé en 2011, concernant la flore urbaine. Au-delà d'une présentation de ces projets, nous examinerons comment ils contribuent effectivement à l'amélioration des connaissances et comment ils participent à l'appropriation des enjeux autour de la biodiversité par les participants.

Luc ABBADIE - Professeur à l'Université Pierre et Marie Curie



Professeur à l'Université Pierre et Marie Curie où il dirige l'UFR Terre, Environnement, Biodiversité. Il dirige le laboratoire de biochimie et écologie des milieux continentaux (BIOEMCO) à l'ENS.



L'ingénierie écologique, d'une science à une pratique

Pratiquement inconnue en France au début des années 2000, l'ingénierie écologique est aujourd'hui un secteur d'activité en pleine expansion, situé à la croisée de la recherche en écologie et de la gestion des milieux et des ressources. L'ingénierie écologique est un nouveau cadre de conception de l'action sur l'environnement par le vivant, elle repose sur des outils potentiellement puissants d'intervention sur les dynamiques naturelles et engendre, à ce titre, de nombreux débats.

Yves ADAM - Responsable environnement à l'UNICEM



Diplômé de l'école d'agronomie de Dijon, spécialisé en génie de l'environnement, il a rejoint l'Union Nationale des Industries de Carrières et des Matériaux de Construction fin 2000, où il occupe depuis 2003 la fonction de responsable environnement. A l'interface entre les entreprises adhérentes, les services de l'Etat, notamment le Ministère de l'Environnement, et le monde scientifique, ce poste l'amène à aborder des sujets divers : réaménagement de carrières, définition de bonnes pratiques, élaboration d'outils, définition d'indicateurs. Membre du comité environnement de l'Union européenne des Producteurs de Granulats (UEPG), il participe à des groupes de travail européens traitant, notamment, de la biodiversité et des



carrières.

Enjeux et pratiques de la gestion des carrières

Le lien entre les activités de carrières et la biodiversité est direct : l'exploitation du sous-sol modifie profondément le paysage et les écosystèmes ; elle crée aussi de nouveaux milieux, souvent au bénéfice de la biodiversité. Les potentialités écologiques des carrières ont suscité l'intérêt des naturalistes et des scientifiques dès les années 70. L'UNPG mène depuis plusieurs décennies des actions pour une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les activités de carrières, au-delà des seules obligations réglementaires. De nouveaux enjeux relatifs à la biodiversité, dont beaucoup ont émergé dans le cadre du Grenelle de l'environnement, sous-tendent aujourd'hui d'insérer toujours mieux les carrières dans les territoires. Les réflexions en cours sur les fonctions et services écosystémiques, la Trame verte et bleue ou encore les indicateurs de biodiversité, en sont l'illustration.



Raphaël MATHEVET – Chercheur au CNRS

Chercheur au CNRS au Centre d'Écologie Fonctionnelle et Evolutive de Montpellier. Écologue et géographe de formation, il s'intéresse particulièrement à la gestion intégrée de la biodiversité, aux approches interdisciplinaires de modélisation participative ainsi qu'à l'évaluation des approches contractuelles et des dispositifs de cogestion adaptative des territoires. Ses travaux les plus récents portent sur la solidarité écologique, l'élucidation des modèles mentaux, les interactions espaces protégés/territoires et les dimensions humaines des infrastructures écologiques.



La solidarité écologique

La solidarité écologique, fondée sur la prise de conscience des interdépendances du vivant et une nouvelle vision de la conservation de la nature, permet d'asseoir un compromis pragmatique entre ethnocentrisme et anthropocentrisme. Elle donne sens à l'élaboration des réseaux écologiques nationaux et internationaux et à la gestion intégrée des territoires de la biodiversité. La mise en débat public de ses spécificités locales et des valeurs qui lui sont attachées est nécessaire afin, d'une part, d'assurer sa considération et sa préservation et, d'autre part, de créer les conditions d'une responsabilité solidaire assurant la construction de capacité d'action et de lien social en faveur de l'intendance des territoires qui invite les acteurs à rendre compte de ce qu'ils font de la nature.

Pierre BECKOUCHE – Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Agrégé de Géographie, il est Professeur à l'Université Paris 1, dans l'UFR de Géographie qu'il a dirigée de 2000 à 2005. Ses travaux portent sur la géographie économique et régionale. Il a travaillé pour des collectivités locales, la Datar, le Ministère de l'Équipement et l'Union européenne. Ses recherches sont consacrées à l'espace méditerranéen et à la comparaison entre les grandes régions mondiales (Amérique du Nord, Asie orientale, région Euro-méditerranéenne) ; il est coordinateur scientifique du projet européen ESPON « ITAN » consacré aux Voisinages de l'Europe et aujourd'hui membre de l'UMR Ladyss du CNRS. Il est directeur du CIST.



Sciences du territoire, politiques publiques et biodiversité

Il dira en quoi l'approche territorialisée de la biodiversité nourrit la réflexion collective en cours pour fonder « la science des territoires » : importance de l'interdisciplinarité, rôle central de l'information territoriale pour le dialogue à la fois entre disciplines scientifiques et entre chercheurs et acteurs territoriaux, relations entre recherche et demande sociale, et nouveaux outils d'animation du débat public.